



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Présentation des 50 communes sélectionnées dans le cadre du projet de
relocalisation des services de la Direction générale des finances publiques
dans les territoires**

**Intervention de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Mercredi 30 septembre 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Monsieur le ministre, cher Olivier,

Mesdames et Messieurs les maires,

Monsieur le directeur général des finances publiques, cher Jérôme,

Je suis très heureux de vous accueillir ici à Bercy avec Olivier Dussopt. J'essaie de reconnaître les visages peu à peu, donc là je vois que c'est le maire de Vesoul, je ne t'avais pas reconnu cher Alain Chrétien avec ton masque, mais je vais arriver à décrypter les visages malgré les masques les uns après les autres.

Je suis heureux de vous accueillir pour cet événement important qui marque une transformation en profondeur de l'Action publique du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, et plus généralement une transformation en profondeur de l'État.

Je crois profondément à l'État et je pense que la crise que nous vivons —crise sanitaire, crise économique —montre que l'État est absolument essentiel à la nation.

Sur les sujets économiques et financiers, je pense qu'il a fait sa part dans cette crise. Il a répondu. Il a mis en place des prêts garantis par l'État, un fonds de solidarité, des exonérations de charges, un chômage partiel que nous allons maintenir. Je pense que vous avez tous vu dans vos communes que l'État a été efficace dans sa réponse économique.

Je veux dire à chacun d'entre vous, parce que je sais que les inquiétudes restent très grandes, que nous continuerons à rester présents auprès des entrepreneurs, des artisans, des commerçants, des indépendants, des restaurateurs qui sont particulièrement inquiets aujourd'hui, des hôtels qui dans les régions touristiques où vous êtes sont fermés ou tournent à 20 ou 30 %, nous resterons présents.

Ce n'est pas parce que je crois à l'État que l'État doit rester figé dans des fonctionnements qui sont parfois largement dépassés. L'État doit être au plus près de nos compatriotes et il ne doit pas tout diriger depuis Paris avec des antennes réduites au niveau local. Il s'agit, au contraire, de mettre les agents au plus près des Français.

Je le dis comme élu d'Évreux, Olivier Dussopt pourrait dire la même chose avec l'Ardèche, nos compatriotes ont besoin d'avoir les services de l'État au plus près d'eux, dans vos villes et dans vos communes. C'est donc cette transformation que nous portons ici avec Olivier Dussopt.

C'est aussi une des transformations qui est portée avec beaucoup de force par le Premier ministre et le président de la République et sur laquelle, comme souvent je le dis au passage, le ministère de l'Économie et des Finances donne l'exemple.

Nous allons transférer 2500 agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) de Paris vers vos villes. 2 500 agents ce n'est pas rien. C'est un volume global qui est très important. J'en remercie la Direction générale des finances publiques, nous remercions Jérôme Fournel, en disant d'ailleurs là aussi au passage, que dans la gestion de la crise, la DGFIP a été exceptionnelle.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je souhaite, Jérôme, que tu transmettes ce message à tous les agents de la DGFIP. Ils ont réussi de véritables exploits, comme mettre en place un fonds de solidarité de 1 500 euros pour des très petites entreprises en l'espace de quelques jours. Je ne dis pas quelques semaines, je dis quelques jours ; et déboursé en l'espace de quelques semaines 6 milliards d'euros de soutien aux entreprises, qui ont pu le toucher directement uniquement en allant sur le site Internet de la DGFIP.

Nous allons faire la même chose maintenant avec des montants qui iront jusqu'à 10 000 euros dès les prochains jours. Vous voyez que nous raisonnons ici en termes de jours. Donc nous sommes agiles, rapides, efficaces et au service de l'intérêt général. Je salue le maire de Pau, qui est, je sais, sensible à ces sujets.

2 500 emplois qui vont être transférés. Certains à Pau, cher François Bayrou, d'autres à Vesoul, cher Alain Chrétien (j'aurai l'occasion de revenir une dixième ou une douzième fois à Vesoul, il faut bien garder ma chambre à l'Hôtel du Nord), à Châlons-en-Champagne, cher Benoist Apparu, à Pont-Audemer, cher Michel Leroux, à Limoges, cher Emile-Roger Lombertie, à Dieppe, je le dis devant mon ami Sébastien Jumel que j'ai aperçu tout à l'heure. Sébastien n'est plus maire, mais c'est Sébastien que je connais, et qui représente le maire de Dieppe.

2 500 emplois, c'est quasiment la moitié de l'objectif national des 6 000 emplois d'État transférés dans les villes moyennes françaises. Le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance fait la moitié de l'ensemble de ces relocalisations administratives.

Vous êtes aujourd'hui les 50 premières villes à avoir été sélectionnées pour accueillir, à partir de 2021, ces agents de la Direction générale des finances publiques dans votre commune. Nous ajouterons une quinzaine de communes d'ici quelques semaines qui seront sélectionnées dans un second temps.

Vous êtes 50 et nous avons reçu, je crois, 423 candidatures. C'est dire s'il y avait un appétit pour recevoir ces agents et des demandes qui ont été fortes. Il y avait des critères de sélection. Ils sont objectifs, bien entendu, ils sont au service de l'intérêt général. Il n'y a eu aucun favoritisme, et ce n'est pas parce que j'ai beaucoup d'amis dans cette salle que vous êtes ici ; c'est uniquement parce que vous répondez aux critères de sélection.

La capacité d'accueil des agents, la capacité d'accueil des familles, le bon fonctionnement du service public, le maillage territorial, la disponibilité de l'immobilier, la qualité des conditions d'accueil, la localisation de votre ville par rapport au reste du département et par rapport aux autres services de l'État. C'est tous ces critères objectifs transparents qui ont été retenus pour faire ce choix.

Ce travail, c'est un travail considérable et je tiens à vous remercier du travail qui a été fait par vos services et ceux qui ont été faits par la DGFIP - parce qu'il a fallu inventer derrière de nouvelles organisations juridiques, des organisations informatiques nouvelles, de nouvelles organisations immobilières pour que les transferts puissent se réaliser ; donc tout cela n'a pas été simple et représente un travail considérable que je tiens à saluer.

Ce n'est pas uniquement des agents que nous déplaçons comme des pions, les agents ne sont pas des pions, il faut des critères, il faut des transformations fortes. Elles ont été faites en bonne intelligence entre l'État et les collectivités locales.

Vous recevrez à la fin de cette réunion toutes les missions exactes qui sont réalisées dans votre commune cela pourrait être un centre spécialisé dans les services bancaires, un service spécialisé en fiscalité des entreprises, un service de publicité foncière, un service de gestion des retraites.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Vous aurez, chacun, à la fin de cette réunion le nombre exact de personnels qui vous sont transférés et les missions exactes qui vous sont transférées également pour que chacun soit parfaitement informé.

Vous aurez également le calendrier d'arrivée des agents dans vos communes pour que vous puissiez vous y préparer.

Je voudrais terminer par deux messages plus généraux mais qui me paraissent importants.

Le premier, c'est que comme vous l'avez vu nous avons rebaptisé cette opération, je ne me souviens plus de l'ancien nom mais c'est tellement compliqué et technocratique que je l'ai rayé d'un trait de plume; et nous avons retenu ce terme de « relocalisation ». Parce que je pense que c'est un objectif politique majeur.

Je me bats pour les relocalisations industrielles et les relocalisations industrielles, cela ne veut pas dire que nous allons faire revenir en France de la production industrielle à faible valeur ajoutée comme des pare-chocs en plastique ou des objets sans aucune valeur ajoutée.

La relocalisation industrielle, cela veut dire tout simplement que la France peut être leader sur les batteries électriques de nouvelle génération. La France peut être leader sur l'hydrogène. La France peut être leader sur un avion à hydrogène d'ici 2035. La France peut être capable de créer sur son territoire la plus grande usine d'électrolyseur au monde en termes de puissance installée. Elle peut être la première nation en Europe à disposer d'un ordinateur quantique.

Elle en a les capacités des technologies, le savoir-faire, l'industrie et toutes les décisions que nous prenons avec le président de la République, par exemple la baisse des impôts de production, vont nous permettre cette relocalisation industrielle. Parce que si nous voulons relocaliser, il faut avoir le courage de prendre un certain nombre de décisions industrielles, économiques, fiscales qui sont difficiles.

C'est difficile en période de crise de dire nous baissions de 10 milliards d'euros les impôts de production dès le 1^{er} janvier prochain. Tout le monde immédiatement vous dit "*vous faites un cadeau aux entreprises*". Non, nous faisons un cadeau aux ouvriers. Nous faisons un cadeau à l'industrie et nous faisons un cadeau à la nation française tout entière.

Cette relocalisation, elle doit aussi se décliner sur le plan administratif. Il faut irriguer les territoires, irriguer les villes moyennes. Je suis depuis près de 15 ans élu de la ville d'Évreux : 49 000 habitants, ville moyenne. Je sais ce que c'est une ville qui voit partir ses emplois et qui dépend de deux trois grandes activités. À Évreux, pour ceux qui connaissent, c'est GSK, la grande usine de médicaments, et c'est la base aérienne 105. Le jour où l'un de ces deux poumons de la ville disparaît, c'est un drame.

Je sais qu'à Châlons, cher Benoist Apparu, quand nous fermons un régiment, c'est un véritable drame humain, social, politique. Ce n'est que justice que de compenser en faisant de la relocalisation de personnel administratif. C'est pour cela que je vais être tout à fait être transparent avec vous, que Châlons est la ville qui sera la mieux servie en termes de relocalisation administrative, parce que nous réparons aussi des départs qui ont été opérés il y a quelques années.

La relocalisation, cela veut dire tout simplement que nous croyons aux communes, nous croyons aux départements, nous croyons aux villes moyennes, nous croyons aux communes rurales ; et nous pensons qu'il peut s'y passer beaucoup de belles et grandes choses dans les années qui viennent.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le dernier message important, c'est que si nous pouvions profiter, et je me réjouis de cette réunion, de cette occasion pour dire à quel point les Français doivent se rassembler, à quel point il faut arrêter d'opposer l'État et les élus locaux.

Un jour, c'est l'État qui fait tout bien, les élus locaux qui font tout mal ; un autre jour, c'est les élus locaux qui font tout mal et l'État qui fait tout bien, c'est un peu plus rare. Je pense que la vérité est toujours plus nuancée que cela.

La nuance est une qualité dans ces temps de crise.

Nous avons l'impression que la prime va toujours à celui qui hurle le plus fort, qui dit la bêtise la plus grosse, la provocation, la plus violente. Je veux plaider pour la nuance, pour un esprit au contraire de compromis. Nous trouvons des accords entre nous, nous dialoguons et nous arrivons au bout du compte à trouver des solutions qui soient satisfaisantes pour les élus locaux comme pour l'État.

Il n'y a pas l'État au-dessus et les élus locaux en-dessous. Il n'y a pas l'État qui est mauvais en tout et les élus locaux qui sont excellents sur le reste. C'est des responsabilités partagées que nous exerçons. Ce que nous arriverons à faire aujourd'hui, c'est justement travailler ensemble, partager nos responsabilités, travailler en bonne intelligence. Si nous pouvions, nous tous ici, élus locaux comme représentants de l'État, montrer que les Français savent travailler en bonne intelligence, au sens le plus noble du terme, je crois que nous aurons fait œuvre utile aujourd'hui.

Merci à tous.